

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.13
21 juin 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. EDWARD LEVY
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Edward Levy, agriculteur, Usa River,
Territoire du Tanganyika, Afrique
orientale,

2 juin 1954

Organisation des Nations Unies
Division de la Tutelle,
Section des pétitions

Messieurs,

Je vous remercie de votre lettre en date du 16 avril 1954, qui renfermait les observations présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni en tant qu'Autorité chargée de l'administration.

2) Je répondrai à ces observations dans les paragraphes ci-après, mais auparavant je tiens à déclarer ici que les arguments présentés en faveur de ma réclamation justifiée et pour assurer la protection de mes intérêts lésés ne constituent en rien une critique ou un manque d'égards envers l'Autorité administrante; ils ne sauraient en aucun cas faire présumer que mon loyalisme et mon respect vis-à-vis du Gouvernement chargé de l'administration peuvent laisser à désirer.

- 3) Les points suivants ont été formellement reconnus, ou implicitement admis :
- a) La somme de 25.000 livres, qui constitue une estimation très modérée du préjudice que j'ai subi.
 - b) Le fait que pendant 10 ans j'ai été dépossédé de mes biens.

- c) Le fait que, pendant ces dix ans, mes biens ont été "pris en charge" par le séquestre des biens ennemis.
- d) Le fait qu'aussitôt après la prise en charge par le séquestre à la suite de laquelle j'ai dû, avec les miens, abandonner ma ferme, celle-ci a été entièrement vidée de son contenu et qu'on a laissé retomber l'exploitation en friche - pour me la "restituer" dans cet état inculte.
- e) Le fait que, bien qu'étant considéré - à tort - comme ressortissant ennemi, je "ne semblais pas devoir me livrer à des activités subversives ou dirigées contre les Alliés".

4) Il y a néanmoins deux points de droit qui appellent quelques observations, en raison du caractère plutôt contradictoire des déclarations faites par l'Autorité administrante.

Il est admis que je n'étais Allemand que par naturalisation; on ne conteste pas que, de naissance, j'aie été soit apatride, soit luxembourgeois; le Luxembourg est indiscutablement le lieu où je suis né et dont je suis originaire. A ce sujet, je renvoie à la pétition où j'ai indiqué tous ces détails. Un citoyen britannique qui a acquis cette qualité par naturalisation peut se voir retirer, en vertu d'une loi, le bénéfice de cette naturalisation, donc de son statut national acquis par naturalisation, et il en est de même d'un "allemand naturalisé". Le fait que le Gouvernement britannique n'ait pas reconnu les Ausbürgerungs-gesetze (lois sur la perte de la nationalité) allemands et que par suite les réfugiés juifs se soient trouvés placés pendant des années dans une situation inextricable, incapables qu'ils étaient de se procurer les passeports allemands valides que leur réclamaient les autorités britanniques, ne change rien aux règles fondamentales de réciprocité. Tandis qu'un Allemand de naissance ne pourrait pas, en équité, se voir déchu de la nationalité allemande, cette déchéance devrait pouvoir être prononcée à l'encontre d'un Allemand par naturalisation, tout au moins si l'on raisonne par analogie avec le droit britannique. Il était donc illégal de me traiter en ressortissant ennemi. A l'époque où j'ai été interné, j'avais rompu toutes relations avec l'Allemagne depuis dix ans et m'étais installé définitivement au Tanganyika, territoire sous mandat britannique.

Les observations de l'Autorité administrante se terminent par un commentaire d'ordre général sur les modalités de la confiscation de biens ennemis et suggèrent que je "fais erreur lorsque je crois que l'administration du séquestre était dépositaire de mes biens". Le droit anglais reconnaît de nombreuses formes de trust qui, lorsqu'elles ne découlent pas de la volonté expresse des parties, résultent soit de l'interprétation du comportement des intéressés et des circonstances de la transaction effectuée, soit de la situation de possesseur sans titre; dans ce dernier cas, le trust comporte l'obligation de restituer, même à l'encontre des intentions du possesseur sans titre. Pour autant que je sache, le séquestre des biens ennemis est un administrateur nommé par l'ordonnance de mise sous séquestre des biens ennemis; c'est un curateur public, et le Gouvernement est responsable des dommages qu'entraîne sa gestion. Mes biens ont été "pris en charge" par le séquestre, et cette expression juridique, qui n'est usitée qu'en matière de trust, devrait à elle seule constituer une preuve suffisamment convaincante du bien-fondé de ma thèse. Toutefois, le comportement du séquestre pendant toute la période où il a été en possession est également de nature à faire supposer qu'il était bien détenteur responsable. Il me suffira de renvoyer aux observations de l'Autorité administrante - cela ressort nettement de la "description du sort des biens jusqu'au moment de leur restitution". Cette "description", rédigée en faisant appel manifestement à toute la documentation, si insignifiant qu'en fût le caractère, que contenait mon dossier chez le séquestre, n'est pas précisément prodigue de renseignements pour 1939 et 1940, moment auquel elle s'arrête en fait, étant donné qu'en 1941 mon exploitation avait quasiment disparu. Je joins à la présente communication un extrait du numéro du 28 novembre 1941 de l'East African Standard ^{1/} qui m'est récemment tombé entre les mains. L'origine en est inconnue, et mes déboires n'y sont guère appréciés à leur juste valeur; mais c'est un exposé objectif des faits par un observateur que le cas a intéressé et qui ne pouvait tirer aucun avantage de ma situation.

^{1/} Note du Secrétariat : La coupure de presse en question se trouve dans les archives du Secrétariat, à la disposition des membres du Conseil de tutelle qui voudraient la consulter.

Que trouve-t-on dans cette "description" au sujet de l'attitude des parties ? J'aurais, à ce qu'il semble, dit au séquestre que j'étais "satisfait de la gestion"; j'aurais reçu "un relevé des comptes", ainsi qu'un "chèque" à valoir sur mon compte créditeur chez le séquestre; j'aurais "été autorisé à exploiter ma ferme par l'intermédiaire de mon propre personnel", à "emmener mon bétail". Le séquestre aurait fait le nécessaire pour "le règlement de mes taxes foncières". Je pourrais continuer indéfiniment cette énumération des preuves relatives à l'existence du trust, mais je suis persuadé que les aveux de l'Administration à eux seuls ne laissent subsister aucun doute sur le fait que les rapports entre le séquestre et moi-même étaient bien ceux d'un détenteur avec le bénéficiaire.

6) J'espère, à ce stade de ma démonstration, avoir établi de manière probante et irréfutable que je n'étais pas un ressortissant ennemi et que mes biens n'avaient pas été confisqués par le Gouvernement du Tanganyika. Aucune mesure à cet effet n'a été prise, sous quelque forme que ce soit, par le Gouvernement, et aucune décision de ce genre ne m'a été notifiée. Ce qui s'est passé constitue une action de caractère improvisé, fondée sur l'arbitraire et dont les exécutants - qui me connaissaient bien - n'étaient pas précisément fiers mais manquaient du courage civique de le reconnaître. Une fois pris dans l'engrenage que constituent les rouages administratifs du Gouvernement et incarcéré, j'ai dû assister, impuissant, à la ruine et à la destruction de mes biens. Je n'ai jamais réussi à comprendre le pourquoi de cette mesure, et les seules personnes qui en ont tiré quelque profit ont été celles qui ont participé d'une manière ou d'une autre à la liquidation de mes biens.

7) J'ai appris à présent - c'était la première fois que j'en entendais parler - que j'ai été éloigné de ma ferme, à la fin de juillet 1940 "pour des raisons d'ordre militaire visant à protéger la Great North Road /Grande route du nord/", qui passe à environ 20 km de ma ferme. Lorsque j'ai dû abandonner mon exploitation en septembre 1939, au moment où la guerre a éclaté, et que ma femme et mes enfants sont restés pour en prendre soin, j'étais tout disposé à admettre, dans l'intérêt de la sécurité publique, le bien-fondé de cette mesure, prise comme elle l'était tout au début d'une période qui devait se révéler si fertile en événements imprévus, à un moment où la responsabilité de la plupart des décisions incombait à des gens pour qui la situation était embarrassante. Ce sont toujours les objets

les plus insignifiants que l'on emporte les premiers d'une maison en flammes ou d'un navire sur le point de couler; de mémoire d'homme, lorsqu'une guerre éclate, c'est l'étranger qui devient la première cible offerte aux énergies que l'on n'a pas encore canalisées dans d'autres directions. La consigne donnée dans tout l'Empire britannique fut celle de l'"internement général". Au bout de quelques semaines, je fus relâché du camp de Dar-es-Salam, et j'exprimai au séquestre ma satisfaction de la permission accordée à ma famille de continuer l'exploitation, permission qui m'avait épargné tout préjudice important. J'étais déjà, à cette époque âgé de 64 ans; je me souviens nettement que lors de la première guerre mondiale aucun homme de cet âge, même en Allemagne, n'avait été interné.

Lorsque je fus averti, au début de juillet 1940, que j'allais être interné de nouveau, j'ai pensé, comme tout le monde à Arusha, que ce ne serait une fois encore que pour quelques semaines. Je n'ai jamais envisagé l'éventualité d'être éloigné pendant 10 ans. Je sais à présent que la "sécurité de la Great North Road" l'exigeait; quiconque a jamais vu la route en question ne peut réprimer son hilarité à cette idée. On aurait pu tout aussi bien me soupçonner de constituer une menace pour la voie lactée, ou pour la ligne de l'Equateur, qui passe parallèlement à ma ferme, à quelques centaines de milles près. Les autorités militaires du Tanganyika ont jugé inutile d'affecter un seul soldat à la "protection" de la Great Road, qui équivaut à un chemin vicinal de troisième classe, et qui ne comporte sur toute sa longueur, tant au Tanganyika qu'au Kenya, aucun ouvrage d'art plus important qu'une passerelle. Mais l'aspect amusant de l'affaire est que dès 1941 j'ai été affecté à une ferme située directement sur la Great North Road, qui traverse l'exploitation en question. Il ne m'est jamais venu à l'idée que l'on puisse considérer que quelqu'un était dangereux pour la Great North Road d'autant plus qu'à partir de 1942, de nombreux internés italiens en provenance d'Abyssinie ont été amenés à Arusha et affectés aux travaux de la province septentrionale et de plusieurs autres organismes gouvernementaux, le long de la Great North Road, et qu'ils ont parcouru quotidiennement, en tracteurs, etc, la Great North Road. Il y avait bien une certaine circulation de transports militaires sur cette route, mais je suis absolument incapable d'imaginer que quelqu'un ait pu se livrer là à des activités subversives. Les transports militaires importants qui ont passé par le Tanganyika étaient acheminés à bord de navires ou d'avions.

Les transports militaires d'Afrique étaient insignifiants, et consistaient principalement en unités de travailleurs militaires. Depuis 1942 je me suis trouvé sur la Great North Road; mais pendant sept années il ne m'a pas été possible de me rendre dans mon exploitation, dont le point le plus proche de la Great North Road se trouve encore séparé de celle-ci par une distance de 20 km.

8) Lorsque l'Autorité administrante affirme que c'est au "manque de fonds" nécessaires à l'entretien de mes biens que sont imputables tous les dégâts, je suis persuadé qu'aucun homme sensé n'admettra la validité d'un pareil argument. Je déclare, en vérité, que le séquestre aurait pu tout aussi bien dépenser un million de livres pour la "gestion" de ma propriété - en fin de compte, le résultat aurait été le même. J'étais considéré comme l'un des fermiers les plus prospères de la province septentrionale; les crédits accordés par la banque étaient insignifiants, et j'aurais pu à tout moment m'en faire ouvrir de bien plus importants. Si l'on m'avait laissé exploiter ma ferme, je serais aujourd'hui très riche, comme un de mes voisins immédiats, juif roumain, qui n'a jamais été interné et que le séquestre a payé pour aider à l'opération que je puis bien qualifier de destruction totale de mon exploitation. En définitive, mes terres cultivées ont servi de pâturages à mon voisin le plus proche, moyennant un loyer annuel d'environ 400 shillings.

J'estime que, en se fondant sur mes pétitions et sur la réponse de l'Autorité administrante, on peut raisonnablement porter un jugement sur la question. Pour me résumer, j'ai été illégalement interné, j'ai été stupidement dépouillé de mes biens; l'administrateur public a négligé de remplir ses fonctions et la responsabilité de ses actes incombe au Gouvernement du Tanganyika. Il pouvait soit prendre les dispositions voulues pour assurer la bonne gestion de mon exploitation, soit aviser les autorités gouvernementales qu'il en était incapable. Or, il a tout fait pour amener la ruine totale de mes terres cultivées, de mes machines, des dépendances; il ne s'est pas opposé à la disparition de tous les biens meubles, et de tout ce que l'on pouvait enlever de la maison.

Si, contrairement à ce que j'espère, il n'est pas possible, par suite de l'attitude intransigeante et injuste adoptée par l'Autorité administrante, de réserver à ma demande un accueil favorable, je vous prie par la présente de considérer ma pétition comme constituant une plainte formelle et de lui donner la suite qu'elle comporte à ce titre.

Veillez, etc.

(Edward Levy)

Ref. No Ms. 50/51/52

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT,
DAR ES SALAM,
Tanganyika

Le 19 décembre 1952

Monsieur,

En réponse à votre carte postale en date du 15 décembre, j'ai le regret de vous informer que nous ne disposons pas d'exemplaires de l'Enemy Property Order de 1939 (Ordonnance de 1939 portant séquestre des biens ennemis) (G.N. 176/39) dont le tirage est épuisé.

Veuillez, etc.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

QUATRE FERMES ALLEMANDES

Au rédacteur en chef de l'East African Standard

Monsieur,

Nous croyons qu'il existe dans le district de Maji a Chai, Usa, quatre fermes allemandes qui ont été laissées à l'abandon par le séquestre.

Un membre de notre Comité a visité deux de ces fermes, que l'on avait coutume d'appeler "Levi's" et "von Khlorenthis". Dans la première de ces propriétés, la grange et les dépendances sont entretenues, mais dans le cas de la seconde le bâtiment principal et les communs n'ont plus ni portes, ni armatures, et il ne subsiste que des ruines. Les deux autres exploitations, que nous n'avons pas visitées, auraient été également dépouillées de tout ce qui peut s'enlever.

Dans les deux propriétés dont nous avons indiqué le nom, les caféiers ont été déracinés, et les terres sont maintenant couvertes de douze pieds d'herbes et de broussailles.

Les Allemands avaient vécu dans ces fermes de nombreuses années, et apparemment elles leur permettaient de gagner leur vie. Il y avait du bétail, des porcs, etc. et il a fallu, probablement, pour les créer, investir des milliers de livres. Aujourd'hui, ces fermes sont abandonnées et en ruine.

Le séquestre a vendu toutes les récoltes, y compris dix tonnes de café provenant de la ferme "Levi". Les cochons ont été vendus 3 shillings pièce. On a également vendu toutes les machines, l'équipement de décortiquage et tous les biens meubles.

Le séquestre a sans doute jugé qu'il ne pourrait exploiter lui-même les fermes d'une manière rentable, mais s'il avait annoncé qu'elles pouvaient être occupées moyennant le paiement d'un loyer, il se serait sûrement trouvé quelqu'un qui aurait été prêt à les reprendre et à en assurer l'exploitation; pareille politique était d'autant plus indiquée qu'aux termes d'une des résolutions adoptées lors de la réunion organisée le 15 février 1940 par l'adjoint au séquestre de la province septentrionale, et à laquelle assistaient les membres du Comité de sélection nommé par le Gouvernement, le séquestre devait avant tout se préoccuper d'assurer le maintien des ressources agricoles du Territoire, et

non pas considérer l'équipement agricole comme une source de revenus rapide pour son administration.

Il faudra maintenant dépenser de nouveau des milliers et des milliers de livres si l'on veut qu'un jour l'exploitation de ces fermes soit reprise.

Veuillez, etc.

LE COMITE DES SIX

Tanganyika,

le 28 novembre 1941.
